

révoltes

4 juillet 2006
Suppl au n° 10 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Une centaine de personnalités – dont les dirigeants du PS, du PCF, De la CGT et de la FSU – « appelle à violer » la loi réactionnaire qui permet d'organiser la chasse aux enfants sans papiers.

Puisque l'unité est possible pour violer cette loi, le Front unique doit être possible contre l'ensemble de la politique de ce gouvernement, pour en finir immédiatement avec Chirac, Sarkozy et Villepin.

Dans un appel publié le jeudi 29 juin par la Ligue des droits de l'homme, une centaine de personnalités déclarent se mobiliser contre l'expulsion d'enfants et de familles « sans papiers » : « nous n'acceptons pas que les vacances scolaires deviennent le temps ou s'ouvre la chasse à l'enfant » et appellent « à violer cette loi » qui permet les expulsions et condamne ceux qui abritent des clandestins : « nous offrirons aide et protection à ces familles ».

Fort bien. Il est en effet juste de protéger les enfants et familles menacés par la police de Sarkozy, comme il est juste d'exiger le retrait du nouveau projet adopté à l'Assemblée, qui aggrave une fois encore la situation des travailleurs sans-papiers. Et il est juste de bafouer la loi réactionnaire.

Mais pourquoi en rester seulement à des positions individuelles ?

François Hollande a signé ? Mais c'est le PS tout entier qui doit appeler à bafouer la loi.

Marie-Georges Buffet a signé ? Mais c'est le PCF tout entier qui doit appeler à bafouer la loi.

B. Thibault et G. Aschiéri ont signé ? Mais la CGT et la FSU aussi doivent appeler.

Car l'expérience du CPE l'a montré : c'est le front unique des organisations, et non les positions individuelles, qui est décisif pour combattre et vaincre cette politique.

Allons un peu plus loin. Alors qu'il vient de subir une défaite sur la question du CPE, Chirac poursuit néanmoins sa politique réactionnaire. La raison ? Le PS et le PCF n'ont pas exigé qu'il s'en aille immédiatement. Hollande a encore déclaré : « la majorité peut gouverner jusqu'en 2007 ». Chirac gouverne donc.

En finir avec les expulsions d'enfants, d'étudiants, de familles entières comme en finir avec toute cette politique implique donc que Buffet et Hollande, le PS et le PCF déclarent :

- Nous exigeons le départ immédiat de Chirac et de sa « majorité » !

- Nous sommes prêts à constituer immédiatement un gouvernement qui commencera par abroger toutes les lois réactionnaires imposées depuis 2002.

Pourquoi ne le feraient-ils pas ? Par respect de la loi électorale ? Mais le caractère illégitime du président, du gouvernement et de la « majorité » battus à plate couture aux élections de 2004 et lors du référendum du 29 mai 2005, le caractère intolérable de la politique conduite contre la jeunesse et l'ensemble des travailleurs, n'imposent-ils pas – comme sur la question des expulsions – de ne pas se soumettre à de telles « lois » ? Et d'exiger aujourd'hui un autre gouvernement, un gouvernement au service des travailleurs ?

Si Hollande et Buffet, le PCF et le PS affirmaient de tels objectifs, nul ne peut douter que la jeunesse et les travailleurs apporteraient par leur mobilisation l'appui nécessaire pour imposer le départ de Chirac et la constitution d'un tel gouvernement.